

# LA LUTTE

Organe Anarchiste

Le N° 10 Cent.

PARAISANT LE DIMANCHE

Le N° 10 Cent.

## ABONNEMENTS

Trois mois ..... 1 fr. 50  
Six mois ..... 3 fr. »  
Un an ..... 6 fr. »

Etranger : le port en sus

## BUREAUX ET RÉDACTION

73, Rue Pierre-Corneille, 73  
LYON

## RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications, s'adresser au siège social, rue Pierre-Corneille, 73, tous les jours, de 8 à 10 h. du soir.

## EN AVANT

Loin de nous la pensée de vouloir attaquer telle ou telle personnalité. Si donc! les personnes actuelles sont trop mesquines pour qu'on s'y arrête; c'est à la bande gouvernementale et capitaliste toute entière que nous nous adressons; ce sont les exploités, sans exception, que nous visons.

Ouvriers de toutes les corporations, forçats des bagnes industriels, prêtez-nous un instant d'attention, afin que nous nous disions tout le dégoût et la haine que nous inspire l'état de la société actuelle :

Ne voyez-vous pas, aveugles insensés, que vous ne devez rien être, afin que vos maîtres soient quelque chose.

C'est de votre ignorance qu'est faite leur prétendue valeur intellectuelle.

C'est de votre petitesse qu'est faite leur élévation, de votre lâcheté qu'est fait leur courage.

Ne vous rappelez-vous pas ce qu'est devenu le courage de ces bourgeois, quand, en 71, nos frères leur ont montré les dents. Ils ne trouvaient pas alors de caves assez profondes ni assez casematées pour se cacher.

C'est pour qu'ils reposent que vous travaillez! c'est pour qu'ils jouissent que vous peinez, et vous faites tout pour que cela dure éternellement. Mais la bête brute serait au-dessus de vous si vous continuiez à forger vous-mêmes vos chaînes.

Maltraitez un chien à plusieurs reprises et il montrera les crocs à votre seule vue.

Vous, des hommes, vous léchez la main qui vous fouaille et la cravache qui cingle votre peau.

Mais regardez donc vos maîtres et vos chefs de file, radicaux ou autres. Ne les voyez-vous pas changer de masque toutes les fois que leur intérêt l'exige? Garder le pouvoir est leur unique souci.

Adorateurs de tous les régimes, du goupillon ou du sabre, selon qu'ils ont eu besoin contre vous d'eau bénite ou de gendarmes, voilà près d'un siècle qu'ils vous gouvernent au nom des principes les plus opposés et qu'ils vous saignent, à l'occasion.

N'avez-vous pas assez souffert encore? Leurs enfants méprisent les vôtres, et pourtant c'est pour que les premiers soient bien mis que les vôtres portent des haillons. Leur pardonneriez-vous ?

Voulez-vous que la vie de vos enfants, comme la vôtre, soit toute de peines, de fatigues et de privations, de faire à d'autres une vie exempte de tout maux, et remplie de jouissances!

Comparez votre existence à la leur: vous vivez au jour le jour de votre salaire quotidien, exposés à la misère qu'entraîneront le chômage, le mauvais temps et la maladie. Plus de travail, plus de pain et, alors fatalement, vous tomberez sous la honte de la charité publique, de la mendicité qui dégrade, de l'aumône qui outrage.

Et cela sans exagération; jugez vous-même, y a-t-il une autre issue ?

Eux, ils ne peuvent pas être atteints.

Vous avez rempli leurs coffres, et ils satisferont leurs appétits pendant que vous tendrez la main et que vous vous serrerez le ventre.

Vienne la guerre, vos jeunes gens marcheront à l'ennemi, cent prolétaires pour un demi-bourgeois, ne sachant pourquoi ils vont se faire trouer la poitrine tout à l'heure.

Que vont-ils défendre? ils n'ont rien. Le patriotisme est une ivresse qui dure une heure et qui n'a pas raison d'être pour nous qui sommes mal partout et qui, par conséquent, n'avons pas de Patrie.

Continuerez-vous à combattre pour les privilèges de vos maîtres et l'éternellisation de votre état précaire ?

Qu'avez-vous retiré de votre conduite toute de soumission et d'impersonnalité sociale? Rien.

Rien que des flatteries quand on a eu besoin de vous, ou qu'on a eu peur d'être lâché.

Votre salaire est dérisoire, il n'est pas garanti pour chaque jour, il est à la merci de vos maîtres qui feront de vous des mandants ou des machines à leur choix.

Une seule chose s'est améliorée, leur fortune.

Si cela vous suffit, si vous êtes satisfaits de voir grossir leur bourse aux dépens de la vôtre, de souffrir pour qu'ils jouissent, de travailler pour qu'ils ne fassent rien, si votre bonheur consiste à être humble pour qu'ils soient orgueilleux, et de vous faire petits pour qu'ils paraissent grands.

Persévérez !..

Si vous pensez que vos enfants sont mis au monde pour leur usage exclusif, vos fils pour leur travail et vos filles pour leurs plaisirs.

Soyez satisfaits!

Mais si vous vous croyez des hommes, si vous voulez que le produit de votre travail soit bien à vous, et si vous croyez à la Liberté, à l'Égalité, à la Justice, cette trilogie tous les jours prostituée par eux.

Rompez avec eux !

Traitez-les comme ils vous traitent eux-mêmes, en ennemis, et venez loyalement et hardiment avec les anarchistes, c'est-à-dire avec ceux qui, préparant la Révolution libératrice, négligent ni suffrages ni privilèges, mais veulent enfin être libres, sans maîtres et sans voleurs.

Donc, en avant et vive la Révolution!

## LA MAGISTRATURE

S'il est une institution qui vaut son pesant de vermine, c'est, assurément, ce monstre qu'on appelle MAGISTRATURE, avec son indispensable tour de « gens d'affaires, » de journalistes et de mouchards.

Avec ces diverses fractions, le monstre est au complet, il ne lui manque plus que le nom de Jacomet ou de tout autre louche individu.

Combien de malheureux sont chaque jour victimes de ce hideux assemblage? Combien d'esclaves modernes sont immolés sur l'autel, mille fois souillé, du temple de « la Justice; » Enfer plus horrible encore que celui du Dante; car les coupables seuls y sont jugés.

Aussi, quelle profonde entredens nous étirent le cœur, lorsque nous entendons de pauvres ignorants s'écrier :

« Mais il faut bien des magistrats pour appliquer les lois et condamner les malfaiteurs. »

Travailleurs, il y a dans les prisons bourgeoises, dans celles de Lyon même, des enfants de tout âge, depuis 12 ans jusqu'à 8 ans, et même au-dessous. Sont-ils des criminels ceux-là ?

Ah! tenez, quand vous dites qu'il faut des magistrats; c'est comme si vous nous disiez qu'il faut Robert Macaire pour juger Bertrand.

Et, savez-vous ce qui se passe dans ce temple « de la justice? »

Il s'y passe tout ce que l'hypocrisie a de l'astuce, tout ce que le jésuitisme a de mensonge.

L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI! entend-on dire de toutes parts. LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE! LA MORALITÉ ET L'INDÉPENDANCE DES JUGES.

Ah! taisez-vous, imposteurs ou naïfs. L'Égalité devant la loi, quand tous les crimes commis par la bourgeoisie sont adroi-

tement escamotés ou restent impunis, tandis que les victimes de ces crimes, c'est-à-dire les prolétaires sont, eux, quotidiennement persécutés et impitoyablement condamnés.

Et quand, par suite de circonstances imprévues, la loi, n'ayant pu être tournée, force le juge à condamner un puissant, qu'arrive-t-il? Le prince de la politique ou de la finance est consigné dans un salon, où il ne lui manque rien, pas même *sans-le-sou* est impitoyablement jeté au fond d'un obscur et humide cachot, avec un morceau de pain noir, son unique nourriture.

Instruit-on le procès du premier, le juge d'instruction vient lui-même trouver l'illustre prisonnier, se fait annoncer, salue, attend qu'on lui offre un siège, ou, s'il ne le va pas trouver, se le fait amener, en fiacre, dans son cabinet, lui parle poliment, il l'assure qu'il aura toutes les faveurs qui pourront adoucir les heures de sa captivité, quand bien même il aurait violé un certain nombre de petites filles ou fait main basse sur plusieurs millions. Entre frères (j'allais dire entre coquins), on ne se mange pas.

Mais, s'il s'agit d'un socialiste, ayant écrit un article de journal, ou qui, poussé par la faim, se serait emparé d'un pain, oh! alors, celui-là sera arraché brusquement de sa cellule, on l'enchaînera, et, entre deux gendarmes, on le jettera dans une cellule voisine, tandis que Bertrand, l'honnête artisan, se verra traiter avec mépris par le juge instructeur, Bonthoux, le riche banquier, « sera poliment prié de se couvrir. »

Devant le tribunal, c'est bien autre chose :

S'il s'agit du voleur de millions, une nuée d'avocats se présente pour lui servir de plastron et, le chroniqueur servile d'un Progrès ou de la Courrier de Lyon quelconque, dans l'espoir d'être reçu un jour dans les salons du fripon de haute volée, s'évertue à préparer l'opinion publique à l'éventualité d'un acquittement.

La tâche du procureur est ainsi rendue facile : étant payé pour conclure invariablement à une condamnation, il sait du moins arranger les termes de son réquisitoire de telle façon que celui qui préside à cette scène grotesque qu'on appelle « jugement » a toute facilité pour rendre la clef des champs à son collègue en bourgeoisie ou ne lui appliquer qu'une peine insignifiante relativement au crime commis.

C'est maintenant au tour du socialiste, de l'affamé, de l'ouvrier.

Oh! alors, on change de décors et de gestes dans le théâtre de la justice.

Le procureur s'est complètement métamorphosé, sa parole devient vibrante, acerbe, haineuse.

Oui, s'écrie-t-il, nous avons devant

nous un véritable scélérat, un vagabond, un voleur, un repris de justice, c'est un fainéant, il ne travaille jamais, il faut avec de tels malfaiteurs agir avec toutes les sévérités de la loi, etc., etc.

Ah! si le peuple connaissait tout ce qui se cache dans les entrailles d'un « Palais de Justice » son cœur se soulèverait d'horreur et d'indignation.

On nous dira peut-être qu'il est question, dans les sphères dirigeantes, d'une réforme de la magistrature. C'est-à-dire d'enlever la toge à ceux-ci pour la remettre à ceux-là, mais qu'y gagneront les prolétaires? A peu près ce que dévoreraient les moutons si, au lieu d'être dévorés par des loups gris, ils l'étaient par des loups noirs.

Ce n'est pas dans les personnalités plus ou moins grotesques que l'on décore du nom de magistrats, que réside actuellement le mal, mais dans le fonds de l'institution elle-même.

Un bourgeois qui vit des vols commis au préjudice de l'ouvrier ne consentira jamais, qu'il doive sa toge au gouvernement d'un lâche tueur d'hommes comme Bonaparte, ou d'un honnête et pacifique tueur de lapins comme Grévy, ne consentira jamais, disons-nous, à interpréter la loi en faveur de cet ouvrier, et ce sera toujours celui-ci qui aura tort; l'attentat qu'il aura commis contre la propriété de ceux qui l'ont dépouillé sera toujours châtié, tant que le droit à la propriété individuelle ne sera pas détruit, et tout acte tendant à le reconstituer considéré comme une tentative de vol au préjudice de la collectivité sociale.

Or, nous songeront si jamais nos faiseurs de réformes songeront à se dépouiller; autant vaudrait croire qu'un dogue peut lâcher de lui-même la côtelette dont il s'est emparé.

Eh bien! nous en faisons notre affaire, nous anarchistes, et le dogue bourgeois aura beau serrer les dents, nous le forcerons bien à lâcher le morceau, dût la trique ou autre chose, venir à notre aide.

En attendant, nous repoussons toute réforme de la magistrature bourgeoise, et réclamons purement et simplement sa suppression.

## PLUS DE LÉGISLATEURS

### I

Nous avons entendu souvent les grands pontifes des diverses sectes du socialisme autoritaire reconnaître qu'on ne peut attendre aucun résultat efficace de l'organisation actuelle du vote populaire.

Tous, socialistes, blanquistes, possibilistes et impossibilistes, — affirment qu'ils se servent du suffrage universel uniquement comme moyen d'agitation, en attendant le jour inévitable de la Révolution violente; ce qui n'empêche pas plusieurs d'entre eux de briguer sérieusement des postes de conseillers municipaux, même des fauteuils de députés.

Mais une telle attitude est suspecte et peut même paraître dangereuse; en somme, malgré les réserves habiles qu'ils font dans leurs discours, devant un public restreint, ils tendent à faire croire à la masse des électeurs que le suffrage universel n'est pas d'une inanité absolue, et ils en arrivent à préconiser l'emploi exclusif des moyens pacifiques ou de la propagande purement économique.

Cependant, le peuple commence à voir clair dans leur jeu et à se demander si le meilleur moyen d'agitation et de protestation ne serait pas de s'éloigner des urnes officielles, tout en profitant du mouvement électoral pour des réunions abstentionnistes, dans l'unique but de démontrer que c'est perdre le temps que d'envoyer à la Chambre de nouveaux députés dont l'élection ne produirait pas plus de résultat que n'en produit celle des Tony Révillon, des Clovis Hugues, des Gambon et des Brialou.

Ce raisonnement est dans tous les cas

plus logique que celui des prétendus ennemis du parlementarisme qui aspirent à prendre place dans le Parlement.

### II

L'expérience des trente-cinq dernières années a démontré clairement que les divers éléments autoritaires forment tacitement une espèce de franc-maçonnerie gouvernementale qui peut se perpétuer indéfiniment au pouvoir en faussant le suffrage universel.

Ces gouvernants plus ou moins patentes disposent du capital, des administrations, de la police, de la magistrature, de l'armée, du clergé, de l'enseignement, c'est-à-dire de toutes les forces sociales, — et ils s'en servent pour exercer une pression formidable sur le corps électoral afin de lui arracher le renouvellement périodique de leur autorité.

Il est aujourd'hui de toute évidence que l'organisation actuelle du vote populaire ne permet pas d'obtenir, sûrement et avec la promptitude désirable, les réformes dont la réalisation pourrait seule éviter la cruelle nécessité d'une révolution sanglante.

Il n'y a pas de termes moyens: en présence de l'impossibilité d'obtenir pacifiquement la jouissance de ses droits imprescriptibles, le peuple doit renoncer à leur revendication ou les réclamer impérieusement, même les armes à la main.

La Révolution est donc de nécessité inéluctable.

Cette conclusion, imposée par la logique, force tous les socialistes sincères à renoncer aux luttes électorales pour consacrer tous leurs efforts à des moyens plus efficaces.

### III

Que le peuple cesse de servir de tremplin à des ambitieux; qu'il ne passe plus son temps à nommer des députés et des sénateurs; qu'il songe enfin sérieusement à exiger qu'on le laisse exercer librement ses droits et administrer directement ses intérêts au sein des diverses collectivités dont il se compose et qui devront à leur tour respecter la liberté individuelle en ne lui assignant pour limite que le respect des droits égaux d'autrui.

Du reste, même au point de vue de la logique légale, aucun empêchement ne saurait valablement être invoqué à l'encontre de l'exercice absolu de la liberté: les révolutions successives, qui ont eu lieu depuis près de cent ans, ont virtuellement et implicitement aboli toutes les lois qui étaient en contradiction avec le droit populaire; la restauration de ces lois par un pouvoir quelconque doit être considérée comme crime de lèse-souveraineté.

Aucun député, aucune Assemblée n'a pu s'attribuer un pouvoir constituant ou législatif en opposition avec le droit et le devoir que le peuple a d'exercer lui-même directement sa souveraineté quant aux intérêts collectifs.

Arrière donc les législateurs et les gouvernants qui prétendent nous imposer leur volonté.

Plus de lois générales non consenties par la généralité ou s'appliquant irrégulièrement à des individus et à des groupes dont les besoins respectifs varient à l'infini selon les conditions matérielles ou morales imposées par la nature.

Cette question est le point capital du problème que les anarchistes espèrent résoudre, à l'encontre des autoritaires de toute provenance, en remplaçant les lois par des contrats librement consentis et toujours modifiables.

### IV

Pour les penseurs sérieux, anarchie ne signifie pas confusion, désordre, chaos, néant.

Dans le sens étymologique du mot, on ne peut lui attribuer scientifiquement d'autre signification que celle de NÉGATION DE COMMANDEMENT — idée qui constitue précisément le fond de la théorie anarchique.

Il faut remarquer que cette signification n'exclut en aucune façon l'idée d'entente, de contrat et même d'organisation, pourvu que l'organisation soit exclusive de toute direction ou centralisation autoritaire.

C'est ainsi que, contrairement aux insinuations perfides de certains adversaires, la conception anarchique comporte le fonctionnement autonome des services publics et permet d'y introduire sans cesse les éléments de perfection que la routine gouvernementale en exclut systématiquement.

Dans le règne de l'anarchie, la souveraineté individuelle et la souveraineté collective seront permanentes dans leurs attributions respectives.

Trêve de fictions trompeuses: — Comprendons que la souveraineté n'existe pas là où elle peut être suspendue.

Finissons-en, surtout promptement, avec la comédie gouvernementale qui consiste à convoquer les citoyens un jour tous les quatre ans uniquement pour leur faire confirmer l'abdication de leurs droits.

Plus de législateurs!

## Prétentions du Parti Ouvrier

Chaque fois qu'il est possible à un homme de satisfaire une ambition qui lui permettra de s'imposer aux autres, il est fatal qu'arrivé à son but, il se croira le maître devant qui on devra se courber.

Aurait-il les meilleures intentions, il subirait la fatalité du pouvoir, il se croirait en droit de commander... et, comme sans le vouloir, par instinct de la dictature, il commanderait, il donnerait des ordres, et conséquemment il ferait une triste grimace si ses ordres n'étaient pas exécutés.

Réussissez à mettre un anarchiste au pouvoir, faites-lui accepter une situation gouvernementale, vous verrez ce que deviendra, au bout de quelque temps, le bouillant partisan de la liberté illimitée: il subira l'influence du milieu autoritaire, où vous l'aurez placé, il finira par agir de même que ceux qu'il combattait la veille, il deviendra peut-être encore plus farouche gouvernant que les autres, car il n'est possible pour aucun de se soustraire à cette loi de la fatalité: elle s'impose à tout le monde... même aux partisans du parti appelé: « ouvrier. »

Ces gens-là, se croient déjà les maîtres de la situation, ils croient déjà tenir entre les mains la queue de la poêle dans laquelle on fera frire toujours la grande masse des travailleurs, et particulièrement ces maudits anarchistes, qui ne voudraient pas subir les règlements nouveaux, qui continueraient, comme auparavant, leur lutte acharnée contre les dirigeants.

Lisez le journal officiel de ces futurs gouvernants, et vous me direz s'il y a une différence bien grande avec le journal officiel des gouvernants actuels. Mêmes commandements, mêmes discussions, mêmes expressions. Ils s'exercent pour l'avenir, sans doute, comptant sur la naïveté des *roturiers*. Ils pensent être arrivés. Ils rêvent et ils prennent leurs rêves pour des réalités. Que voulez-vous? ils subissent la loi fatale... tout comme nous la subissons, nous aussi, si on s'avise, par exemple, de créer des comités directeurs du parti anarchiste.

Directes, je ne dis pas que tous les membres du *parti ouvrier* aient les mêmes aspirations, mais ils n'en subissent pas moins l'influence d'un milieu corrompé.

Les meneurs, évidemment (et par meneurs, nous entendons tous ceux qui occupent un poste honorifique, tels que: membre du comité national ou futur cabinet ministériel, membre d'un comité fédératif quelconque, secrétaire de *quelque chose*, etc.), aspirent, eux, à décrocher les timbales du pouvoir: c'est donc leur intérêt de faire de l'agitation en faveur de ce prétendu parti ouvrier; ils n'agissent que pour eux-mêmes. Mais, pour les soldats, ce n'est plus la même chose: ils font sincèrement de la besogne, parce qu'ils sont convaincus qu'ils travaillent à l'émancipation prolétarienne, et le jour où ils se convaincront de l'erreur grossière qu'ils commettent, ils viendront se grouper sous les plis du drapeau de l'anarchie.

Faisons donc comprendre aux naïfs, enrôlés sous la trompeuse bannière de ces aspirants bourgeois, qu'ils font fausse route, qu'ils ne font que creuser le chemin qui conduit, non pas à la Révolution sociale, mais à la dictature de quelques farceurs ambitieux, en leur donnant pour preuves, surtout, les documents que les meneurs nous fournissent quotidiennement dans leurs discours, leurs ordres, leurs rapports. Notre devoir à nous, anarchistes, est de les combattre comme nous combattons les intransigeants les plus rouges, jusqu'aux royalistes les plus fleurdelisés!

Ils aspirent au pouvoir; cela est suffisant pour les comprendre dans la même

catégorie gouvernementale que les autres. Ils représentent l'idée d'autorité, tandis que nous sommes les représentants de l'idée de liberté.

Il y a entre eux et nous une trop grande différence pour songer à les épargner de gouvernement. Il est donc logique que nous combattons ceux qui ont la prétention de diriger le mouvement révolutionnaire et de nous mettre en travers de leurs agissements dictatoriaux. Comme si déjà ils étaient parvenus à leur but, ils se déclarent en droit de décréter, de réglementer.

Diable! que serait-ce donc, s'ils avaient pu faire fonctionner à leur profit l'ôte-toi de là que je m'y mette. Quelle avalanche, messieurs, de lois nouvelles et de règlements bizarres. Heureusement que les anarchistes sont là pour arrêter l'ardeur trop... ardente de ces gouvernants au petit pied qui, nous en sommes certains, ne verront jamais leurs espérances se réaliser.

## LE DROIT ANARCHIQUE

Dans les Grèves

Le droit anarchique le plus redoutable aux forsfaits du pouvoir gouvernemental est, sans contredit, le droit terrible de la grève, terrible par la pureté de son origine autant que par la sainteté de ses revendications, par la légitimité de ses manifestations autant que par la solidarité des intérêts sociaux de premier ordre, dont il est le but et la fin.

Quelles inquiétudes peut, en effet, donner aux bandits de l'autorité le droit anarchique isolé dans l'individu? Quelles réformes a-t-il jamais, en cet état, inspiré aux barbares détenteurs de la souveraineté nationale? Eternellement méconnu dans sa nature, dans sa puissance, et plus encore dans sa valeur sociale, que cette méconnaissance pousse un désespéré à la folie, au suicide ou au meurtre, une femme reniée dans sa maternité, à se pendre, comme celle dont la presse nous parlait l'autre jour; que la simple rélegation de ce droit prépare l'enfant au crime, en infectant ses facultés dans leur nature intime du soi-disant principe d'autorité, croyez-vous que les hordes policières, gouvernementales et capitalistes, au cerveau morbide et au cœur glacé, fronderont seulement les sourcils tant qu'elles verront ce droit sacré se consumer à l'étouffée, isolément, sous la poitrine grondante d'un seul homme, ou même cantonné dans le petit foyer de ce qu'on appelle la famille? Oh! ne craignez pas cela. Loin de se demander si ce droit ne porterait pas dans ses flancs les éléments du lien social de l'avenir, nos penseurs honnêtes lui décochent à l'envi leurs traits les plus envenimés, et continuent à blasphémer de ce que leur venin ne corrompt en rien sa pureté et sa splendeur natives. En butte aux calébrations des législateurs comme aux malédictions malades des gouvernements, aux fougueuses menaces des procureurs comme aux ruidieux bavardages des avocats, poursuivis par les dommages les plus atroces; et jusque sous la coupole de l'Institut, par les délations et les calomnies de nos académiciens; si tant de baptêmes si divers et si solennels du droit anarchique ne constituent point encore sa force révolutionnaire, ils affirment, du moins, sa nature vivace et préparent son glorieux avènement.

Oui, tant qu'il ne s'est traduit que par des efforts divergeants, des manifestations vagues et partielles, les esclaves de l'autorité ont bien pu le condamner et le jeter en prison avant que le peuple l'ait ni entrevu ni jugé.

Mais, quand ce droit sacré impitoyablement refoulé en lui-même par les hommes du passé, a enfin dévoré l'abnégation commune d'une masse de travailleurs souffrant côte à côte, quand procédant d'un effort unanime et bouillant au cœur une étincelle s'en échappe et fait jaillir comme une explosion ce mot terrible: la grève! alors, l'Etat se sent ébranlé, le juge et sa loi sont anéantis; l'exploiteur déconcerté, craintif, appelle à son secours le gouvernement somnolent sur la vieille paille du Code: le gouvernement accourt avec ses préfets, ses députés, sa police, sesgendarmes, sa troupe.... Est-ce enfin pour le reconnaître que l'on accourt en si pompeux appareil!

O! Marseille, tu n'en as pas fini avec l'autorité et ses complices.

L'occasion était belle, citoyen Clovis Hugues, la solidarité sans précédent: l'Italie et la France n'iaient, dans leurs braves représentants du port international, les despotismes internationaux; les travailleurs de la mer tendaient la main et soutenaient de leur ardeur les légitimes revendications des travailleurs du port. Votre rôle était beau, simple, facile: reconnaître solennellement et proclamer à toutes les nations, par-dessus tous les intérêts engagés, les droits anarchiques si longtemps comprimés et en ce moment en pleine explosion de cette masse d'exclaves réclamant leur personnalité. Votre muse, pourtant si féconde, si délicate et si souvent bien inspirée dut vous abandonner lorsque, au lieu d'affirmer les droits anarchiques qu'exaltaient les quatre mille poitrines de l'El-dorado, vous vous fîtes le complice ou le simple valet du gouvernement pour émietter et étouffer ensuite des revendications si magnifiquement unanimes.

Marseille peut oublier cette mauvaise action, mais, à coup sûr, elle n'oubliera pas le ressort de l'idée anarchique, elle se souviendra qu'il n'est pas besoin pour venir à bout de tous les despotismes des bombes explosibles dont la presse vendue aux monchards gouvernementaux effraye les populations; elle se souviendra que quelques jours d'une grève judicieusement conduite ont fait désespérer l'autorité, et elle conclura que le jour où les travailleurs auront compris leurs droits anarchiques, il leur suffira pour renverser l'Etat d'opposer à ses lois une immense et unanime négation.

Ainsi parlent les faits: naguère, c'étaient les mineurs; contre eux, l'autorité croyait encore à elle-même; avant hier, c'était Paris aux Invalides, et, à défaut de députés au Palais-Bourbon, M. Grévy se préparait à filer; hier, c'était Marseille, et tout le gouvernement était sur les dents; demain, ce sera le tour des paysans dont les intérêts se résument presque en entier dans le droit anarchique. Gare la Révolution!

## LES CONSÉQUENCES

Les gouvernants semblent reconnaître parfaitement eux-mêmes combien le principe gouvernemental a perdu de son prestige passé dans l'esprit des masses populaires; autrement, ils ne commettraient pas les bêtises qu'ils commettent depuis tantôt six mois.

Ils croient, en effet, en arrêtant, en condamnant, en expulsant les anarchistes, rehausser leur crédit perdu, mettre un frein à la marche en avant de l'idée anarchique, à la propagation des théories de liberté entière, absolue.

Les procès de Montceau et de Lyon ont fait connaître à la grande foule anonyme qu'il existait un parti qui veut et qui travaille à la régénération du prolétariat, qui fait une guerre acharnée, incessante aux exploiters, aux gouvernants, aux riches. Ils ont appris — par ces procès qui resteront comme un des épisodes les plus mémorables de l'Histoire du socialisme et de la Révolution sociale, — ils ont appris qu'il y avait des hommes qui se dévouaient, qui faisaient les plus grands sacrifices pour donner aux déshérités, aux souffrants, l'héritage naturel du bien-être et de l'Égalité. L'écho du jugement de Lyon a été partout entendu; il a résonné jusqu'au plus profond des classes inférieures, il a apporté à la vile multitude, à la canaille (style bourgeois), l'espérance que bientôt l'aurore de la Révolution se lèvera au milieu de l'insolente oisiveté des monopoles, des accapareurs, des maîtres économiques! Voilà les conséquences premières de leurs agissements!

Ils avaient cru, messieurs les gouvernants, que l'idée révolutionnaire de l'anarchie ne pourrait plus se développer, lorsqu'une soixantaine de ses meilleurs propagandistes seraient enterrés dans les cachots de la République bourgeoise; ils avaient supposé qu'il en serait fait à jamais du parti anarchiste; ils croyaient en donnant l'ordre à leurs Jacomet de condamner, faire disparaître l'idée en faisant disparaître momentanément les hommes qui la propageaient avec la plus ardente et la plus énergique conviction.

Ils ont cru encore, après ces odieuses condamnations, pouvoir semer la

terreur, en imaginant de nouveaux complots. Ils n'ont réussi qu'à provoquer l'indignation publique, et l'idée anarchique grossit toujours d'heure en d'heure; l'armée de la Révolution sociale devient de plus en plus nombreuse.

Le parti anarchiste, désormais le seul, considéré comme vraiment révolutionnaire, tous les cœurs sincères, qui veulent franchement l'émancipation humaine, viennent se grouper sous le rouge étendard de la liberté illimitée pour tous.

La période d'action est ouverte: il n'y a plus à reculer! Le tocsin de l'insurrection prolétarienne tintera bientôt. A nous tous, compagnons, de redoubler d'ardeur et de courage; que les persécutions des gouvernants et des oppresseurs ne nous fassent pas reculer; acceptons-les au contraire comme l'arrêt de mort de l'exploitation bourgeoise.

Que les militants de l'idée anarchique accentuent leur action révolutionnaire; alors, on entendra la grande foule révoltée, réclamer son droit à l'existence, son droit au bonheur et à la liberté.

## DEUX VIES

L'aube paraît à peine et, déjà, à la lueur blafarde du gaz, l'ouvrière est au travail. Il fait froid, ses mains sont gelées; frileuse, elle ramène autour d'elle sa jupe d'indienne. Ses joues sont sans incarnat; la veine bleutée dessine seule des arabesques fantastiques sur ses tempes pâlies; le médecin lui a dit que si elle n'abandonnait la ville pour la campagne, elle mourrait bientôt. De temps en temps, sa poitrine est soulevée par la toux, dont les quintes saccadées se mêlent au bruit monotone des métiers.

Peu importe! « Dépêchez-vous! » crie la contre-maitresse.

Et les machines, richesses du maître, semblent répéter après elle: « Dépêchez-vous! »

Le soleil est déjà haut, mais son éclatante lumière n'a pu encore pénétrer les épais rideaux de la couche où repose le seigneur de céans. Enfin, il se soulève, sonne son valet et se fait habiller.

Il demande ses journaux où il lit des articles judicieux, qui lui apprennent qu'il n'y a pas de question sociale, que tout est pour le mieux sous une République bourgeoise, et qu'on obligera à se taire ceux qui demandent leur droit à l'existence.

Et bien enveloppé dans un vêtement de laine, il sourit de pitié, pensant aux revendications de celui qui ne possède rien.

Il est midi, l'heure du repas; l'ouvrière s'échappe joyeuse de l'atelier: son cœur bat au bonheur de respirer un instant l'air pur de la liberté. Son dîner est vite prêt, mais il est triste. A son estomac faible et malade, il faudrait des aliments sains, vivifiants. Or, elle est pauvre et déjà un médaillon, héritage de la mère morte à l'hôpital, a pris la route du Mont-de-Piété. Aussi, se prive-t-elle encore, afin que ses petites économies lui rendent son médaillon. — Et tout à ce rêve doré, elle est retournée à l'atelier, à la machine qui travaille pour le maître.

Dans la salle à manger grandiose, autour d'une table massive et toute chargée de mets succulents, la famille du maître est assise.

On cause: le maître marche sur les traces du grand Prud'homme et cite à ses fils les proverbes, sagesse des nations. Et si parfois, la plainte d'un mendiant parvient jusqu'à eux, Madame s'écrie: « Oh! que ce pauvre est ennuyeux. » Puis le repas fini, tandis que le maître fait la sieste, Madame s'émotionne à la lecture des malheurs imaginaires du héros de son roman, et Mademoiselle brode, rêvant à sa coiffure du printemps.

Les becs de gaz ont été rallumés: l'atelier est plein d'une fumée âcre, l'atmosphère est étouffante, malsaine. L'ouvrière est toujours penchée sur la machine, et toujours la quinte de toux vient se mêler au bruit monotone des métiers. Ses joues se creusent et deviennent de plus en plus pâles; un cercle de bistre entoure ses yeux; ceux-ci brillent de plus en plus, mais c'est de l'éclat de la fièvre. Enfin,

l'heure de la sortie a sonné. Les soirées sont froides encore, et l'air de la rue fait remonter de plus en plus la quinte de toux. Et l'ouvrière, enveloppant sa taille légère d'un fichu de laine, hâte le pas.

Le maître aussi quitte sa demeure: il court à un casino où l'attendent d'autres joyeux bourgeois et des femmes de plaisir. Là, il parle dédaigneusement du peuple qu'il exploite et, enivré par le parfum des femmes, jette les louis d'or, produit des machines où travaille l'ouvrière; il les prodigue à des catins, ne sachant pas combien un louis d'or coûte de quintes de toux.

Dans la rue noire, un jeune homme a poursuivi l'ouvrière, il a su sa demeure, et elle, troublée par des paroles qui font naître en elle l'espoir d'une nouvelle vie, s'est abandonnée. Crédule en des serments, elle rêvait l'amour éternel; lui, désirait le plaisir d'un moment.

Et il est parti, riant, et allant raconter sa bonne fortune aux habitués de l'Assommoir, après avoir ensanglanté un cœur. C'était le fils du maître!

Les années ont passé: le maître est un personnage influent et honoré; le fils, un haut fonctionnaire, décoré du ruban rouge, coiffé d'une toge, d'un chapeau galonné; l'ouvrière n'a pas dans le cimetière une place où puisse croître une fleur.

## Les Budgets et les Travaux publics

(Suite). Voir le n° 3 de la Lutte

### III Les budgets des puissances républicaines

#### FRANCE

Nous connaissons le projet de budget pour l'année 1884. En comparant les résultats obtenus en matière financière comme en politique, à l'étymologie de chaque mot, nous trouvons qu'il y a constamment déviation dans la manière d'appliquer chaque expression.

Ainsi, le mot budget vient, dit-on, du vieux français *boulgette*, mot qui signifiait: « petite bourse ».

Cette petite bourse est devenue grande, trop grande. Il y a donc eu déviation.

De même, le mot République signifie: « la chose de tout le monde », et il est devenu le monopole des anciens monarchistes, donnant à nos institutions les mêmes traditions que sous les précédents régimes.

Lorsque nous voyons nos adversaires, dans les rangs du parti républicain, comme dans les rangs des partis monarchistes, nous pouvons croire qu'il ne s'agit plus d'une question politique, mais bien de classe.

Aussi, la fatuité de nos adversaires à se croire plus clairvoyants, plus aptes à diriger les affaires publiques que les anarchistes, nous pouvons croire qu'il ne s'agit plus d'une question politique, mais bien de classe.

Les organes du gouvernement prennent un air grave, ils ont la gravité du sage, et leurs expressions sont remplies de conseils prétentieux. Après avoir indiqué la voie étroite et dangereuse dans laquelle ils se sont engagés, ils veulent se dégager de toute responsabilité. C'est trop tard, la responsabilité sera terrible.

Depuis leur création, les budgets ont eu les mêmes attributions, consistant à rétribuer les fonctions dangereuses, en leur attribuant l'épargne forcée des travailleurs, sans songer un instant à soulager leur misère et leur avenir.

Pourtant, nos dirigeants possèdent tous les pouvoirs, ils pourraient produire quelques palliatifs, mais leur impuissance intellectuelle, leur crétinisme, les empêchent de raisonner et de vouloir produire.

L'opinion publique les condamne chaque jour.

Ils tomberont par leurs propres fautes, et les travailleurs n'auront rien à se reprocher, sinon, d'avoir eu trop de confiance au moment des élections. Ni les révisions, ni les lois sur les sociétés ne pourront arrêter la marche progressive et mathématique des événements.

Il est impossible de faire des économies, les budgétivores hurlent et réclament leur part; il est impossible aux producteurs de continuer à supporter de pareilles charges, et alors une crise produira l'équilibre. La Révolution économique sera donc provoquée par les dirigeants et par cette accumulation inégale des impôts.

D'ailleurs, l'expérience antérieure prouve la possibilité d'une banqueroute partielle, ou la conversion des fonds d'Etat sans remboursement.

#### Documents historiques et statistiques des budgets sous la Royauté, sous l'Empire et sous la République.

Nous ne parlerons pas de l'époque de Philippe-le-Bel, pendant laquelle ce bon roy diminuait la valeur du métal rentrant dans chaque pièce de monnaie absolument comme un vulgaire Pie IX, nous allons parcourir des époques plus modernes.

SOUS LA ROYAUTE. — Sous le règne d'Henry IV, de 1589 à 1610, son premier ministre Sully opéra aussi une conversion sur les fonds de l'Etat. Il réduisit les intérêts accordés aux prêteurs sous les règnes précédents, et affecta les acomptes déjà payés au remboursement du capital. Cette mesure financière fait pâlir celle employée par le gouvernement actuel; touchant aux intérêts des prêteurs.

Le gouvernement de Louis XIV opéra encore mieux, vers la fin de son règne: on suspendit le paiement du capital et des intérêts d'une foule de créances, notamment celles des fonds déposés à la caisse des emprunts.

De même, après la chute de la banque Law, on fit une réduction périodique sur les mandats et sur les assignats.

A cette époque (1789), le budget de l'Etat était de 531,440,000 francs.

Enfin, le 21 mai 1792, la banqueroute de l'Etat fut déclarée. Première conversion sans remboursement.

SOUS L'EMPIRE. — Nous ne parlerons pas des périodes troublées par les guerres de la Révolution et du premier Empire; nous trouvons que, grâce à cette série de luttes meurtrières, la dette consolidée était de 63,000,000 de rente, en 1814, quand Napoléon I<sup>er</sup> succomba à Waterloo.

SOUS LA ROYAUTE. — En 1815, sous le règne de Louis XVIII, le budget était de 931,441,404 francs. Il commence à augmenter sous le règne de Charles X, et en 1828, il était de 1,024,100,637 fr. et l'impôt se montait, en 1829, à 32 fr. par tête. De 1814 à 1830, les recettes ont été de 14,362,000,000, les dépenses de 15,930,000,000.

Au commencement du gouvernement de Juillet, la dette flottante se soldait par 253,000,000; vers 1835, il fallait 312,000,000.

Pour l'année 1840, le budget fut arrêté à 1,367,711,102 fr.; la meilleure des Républiques n'avait donc rien d'enviable; aussi, pour l'année 1845, il fallut 429,000,000 pour payer les intérêts de la dette flottante.

Nous arrivons à la période évolutionnaire; pendant le dernier règne, de 1830 à 1847, les recettes s'élevèrent à 21,914,000,000, et les dépenses se chiffèrent par 22,982,000,000. Toujours en déficit.

SOUS LA REPUBLIQUE. — Aussi, le gouvernement de la République de 1848, héritier du déficit creusé par la monarchie orléaniste, dut offrir aux déposants des caisses d'épargne et aux porteurs de bons du trésor des titres de rente au lieu d'espèces.

Ce n'était pas une conversion, mais une transaction.

Nous connaissons la dette laissée par le gouvernement de Juillet; le régime de 1848 y ajouta 154,000,000 de rente. Et les recettes de 1848 à 51 avaient atteint 5,991,000,000, absorbées par 6,352,000,000 de dépenses.

La différence d'un régime à un autre est facile à faire pour le travailleur, qui se trouve toujours à la tête d'une dette à payer ou à liquider sans remboursement.

La dette consolidée, qui montait sans cesse, représentait exactement les déficits successifs, et la dette flottante représentait fidèlement les moyens financiers et détournés pour arriver à équilibrer les budgets. Pour cela, l'Etat avait créé une foule de caisses: caisse de dépôt et de consignations; caisse d'épargne, etc., et c'est au guichet de ces caisses qu'il empruntait périodiquement les sommes nécessaires pour élever les dépenses inutiles ou créer des sinécures.

Les expédients ont donc toujours été

employés par les gouvernements pour équilibrer les budgets et masquer le gouffre dans lequel ils sont tous tombés et où ils tomberont tous : le gouffre de la spéculation honteuse.

Sous l'Empire. — Enfin, l'Empire commence par un budget de 1,513,109,997 fr. pour 1852, et la dette flottante se soldait, en 1855, par 786,000,000 d'intérêts.

La « Décentralisation » disait dernièrement, en parlant de 1857, que l'impôt se montait à 41 francs par tête, et en concluait que la Royauté était préférable à l'Empire. Plus tard, nous verrons les Républicains nous dire que le régime républicain est préférable à la Royauté et à l'Empire. Ils vantent tous leur marchandise. « Vous êtes orfèvre, M. Joffre » (Molière).

Nous arrivons au milieu de la période impériale et nous constatons que le budget s'est encore élevé et atteint 2,084,091,354 francs.

A cette époque, les guerres successives commençaient à exiger de lourds sacrifices.

Le budget de 1865 atteignit 2 milliards 147,191,012 francs.

En seize années, le capital de la dette atteignait plus de 12,000,000,000.

En 1869, c'est la fin de l'Empire, l'impôt par tête s'élevait de 41 à 58 fr.

La dette flottante exigeait 1 milliard 39,000,000, malgré des recettes de 39,172,000,000 depuis 1852 à 1870. Les dépenses furent de 45,600,000,000.

Les frais de guerre et de l'invasion de 1870-71 ont coûté 10,000,000,000.

Voici la fin de l'Empire, tombé dans la boue et dans la honte à Sedan.

Sous la Troisième République. — L'avènement de la République fut terrible et douloureux pour les financiers.

Nous nous réservons de montrer les tripotages de nos républicains bourgeois, dignes d'entrer en parallèle avec les spéculateurs bonapartistes.

(A suivre.)

## AMOUR ET POLICE

La veuve d'un pharmacien, bien connue à Perrache, M<sup>me</sup> B..., est venue protester dans les bureaux de la Lutte, contre un abus de pouvoir dont elle aurait été victime, il y a déjà quelque temps de la part d'un policier, qui, si les faits se sont passés tels que nous l'avons affirmé la plaignante, mérite d'être traité comme le plus lâche et le plus vulgaire des gredins.

Cet individu avait, paraît-il, pour maîtresse, un reste d'antiquaille locataire et voisine de la veuve B... qui ne semblait (la veuve B...) nullement satisfaite des roucoulements nocturnes des deux pigeons, lesquels, selon ses propres expressions, se livraient à des orgies trop dégoûtantes pour oser les décrire.

Enfin, un jour la veuve B... donna congé à la policière ; mais mal lui en advint. La belle se rebiffa, injuria et finalement roua de coups la pauvre propriétaire, qui, vieille et infirme ne put opposer aucune résistance. Elle en perdit son chignon et fit une maladie de deux mois. Inutile d'ajouter que les roucoulements des amoureux recommencèrent de plus belle à troubler son sommeil.

Ce n'est pas tout. Un matin que, se sentant un peu mieux, elle s'était risquée hors de son lit, elle vit entrer brusquement dans sa chambre le policier galant et quatre agents, qui, sur un signe de leur chef, traînèrent la veuve B... au poste sans même lui permettre de se vêtir entièrement.

La pauvre femme demeura toute une demi-journée au poste, en bute aux idiots et puantes plaisanteries d'une bande d'argousins, et, quand elle rentra dans sa demeure, elle constata que tout avait été bouleversé : les meubles avaient été forcés, son linge et ses papiers fouillés, les quelques bijoux représentant une valeur d'environ 100 fr., qu'elle avait laissés sur la cheminée avaient disparu.

Naturellement, la veuve B... adressa une plainte au parquet, alla trouver un avocat pour la soutenir en ses réclamations, mais ce fut en pure perte.

Le policier l'emporta sur le chicanier et l'affaire fut étouffée.

Si cet abus a été vraiment commis nous en tirerons cette conclusion : que son auteur est un lâche et ignoble souteneur.

Quant à la veuve B..., sa qualité de propriétaire nous oblige à une certaine réserve ; tout ce que nous pouvons lui dire,

c'est que si elle exécute la menace qu'elle fait dans sa lettre au procureur, priver la ville de Lyon de son bien, nous désirons que ce soit au profit de ceux qui, moins heureux quelle, ne s'en tirent pas toujours avec quelques heures de violon, quand ils ont eu maille à partir avec la gent policière.

Nous connaissons même en ce moment une pauvre vieille qui, dans quelques jours, va se voir jeter à la porte par son propriétaire, parce qu'elle est la mère d'un condamné anarchiste, arrêté justement par les mêmes agents qui ont brutalisé la veuve B... ; n'est-ce pas, pour celle-ci, une excellente occasion de protester contre eux et leur chef ? Nous le croyons et nous espérons qu'après nous avoir lu, cette personne voudra bien louer une chambre à la vieille mère du prisonnier.

## Correspondance Internationale

On nous écrit d'Athènes :

« Notre dirigeant Georges n'ira pas à Moscou, à l'occasion du couronnement du czar.

« Nous l'avions bien prévu ; c'était trop de courage.

« L'entrée de M. Contoslavlos au cabinet est saluée par la bourgeoisie, qui a confiance en lui. Déjà l'*Officiel* annonce l'ajournement à six mois de l'application de la loi portant établissement de droits différentiels sur les marchandises de provenances françaises et autrichiennes. De partout, les gouvernements cherchent à élever des barrières pour se maintenir au pouvoir.

« Le journal *l'Aion* vient d'ouvrir une souscription pour élever une statue à M. Gambetta. C'est une maladie internationale.

« L'historien Henri Martin vient d'arriver. »

**Londres.** — On a trouvé l'autre jour un paquet informe, près des bureaux du *Times* ; on pensa tout d'abord qu'il ne pouvait être rempli que de dynamite, et le grave journal s'empressa d'enregistrer la nouvelle.

Cela fait, on songea à ouvrir le paquet. Je laisse à penser les précautions dont on s'entoura ; le moindre choc pouvait avoir les plus terribles conséquences. Enfin, à force de soins, le paquet fut ouvert ; il ne contenait que de vieux papiers ; ce qu'on avait pris pour une bombe, c'était le contenu d'un panier de bureau !

Le *Times*, comme chacun sait, est le journal le mieux informé de l'Europe : tout ce qui se passe au Cap ou à San-Francisco, il le sait de première main et dans la soirée même. Malheureusement, ce qu'il ignore, ce qu'il dénature, c'est ce qui se passe à la porte de ses bureaux.

Et dire qu'ils sont tous les mêmes, en Angleterre comme en France.

**Berlin.** — Nous avons de beaux exemples des mœurs toutes royales de nos gouvernants :

1° Une comtesse, séparée de son premier mari, vient de quitter le second, pour aller épouser à Paris un jeune prince ;

2° Un ambassadeur fait faire les honneurs de son hôtel par une jeune veuve. Il l'accompagne tous les jours au Thiergarten ; il ne cache en rien sa liaison ;

3° Le lieutenant, comte de Reibnitz, s'est tué à cause de pertes au jeu ;

4° Un lieutenant de ses camarades s'est enfié en Amérique ;

5° C'est le commencement de la débâcle. A bientôt le grand coup de balai.

## Tribune Révolutionnaire

LA JEUNESSE ANARCHISTE DE ROUBAIX  
à la Lutte

Compagnons,

Depuis quelque temps la bourgeoisie affolée de voir que le cataclysme social s'avance rapidement, se sert de tous les moyens dits *légaux*, pour traquer les pionniers de cette grande et décisive Révolution.

Le mensonge, l'hypocrisie, la calomnie n'ayant plus prise sur l'esprit des travail-

leurs désabusés, c'est de la loi qu'ils se servent.

Qu'ils s'en servent, puisqu'ils sont encore les maîtres, mais qu'ils sachent bien, ces vampires, que la loi leur échappera à son tour, et disparaîtra dans le flot révolutionnaire, comme le navire éventré par l'écueil, disparaît dans les flots de la mer.

Qu'ils sachent qu'au dessus de leur LOI, nous avons la nôtre et que celle-ci s'appelle LIBERTÉ, ÉGALITÉ et JUSTICE ; c'est-à-dire : LOI NATURELLE.

Et c'est parce que cette loi seule peut donner à chacun la satisfaction complète de ses besoins, sans lui imposer d'autre devoir que de coopérer au bien être social dans la mesure équitable de ses forces, qu'elle prévaudra sans discussion contre la vôtre qui est faite au profit des parasites contre les producteurs.

Vous avez la force pour la soutenir ; eh bien ! pour la détruire ainsi que ceux qui la défendent, nous aussi nous emploierons la force.

Mais, pour créer cette force, il faut que les révolutionnaires fondent leur solidarité, afin que si les monstres de la bourgeoisie sont unis pour nous maintenir sous leur infâme joug, nous devenions unis à notre tour pour nous défendre et les renverser.

*Salut et Révolution.*

A la LUTTE.

On a bien dit : L'anarchie est, nous passons ; mais les Jacomet, Fabreguette et consorts feignent de ne pas le comprendre.

Ces toqués, à la solde de la monarchie hier, à celle de la République (?) aujourd'hui, n'ont et ne peuvent pas avoir conscience d'homme. Ils font leur gagne-pain de la soi-disant justice qu'ils croient administrer.

Dans la condamnation de nos vaillants compagnons, le gouvernement leur a ORDONNÉ de lui rendre un *service* ; ils ont obéi en pensant à la récompense qui les attendait.

Mais l'apparition de la *Lutte* vient leur montrer de combien s'est accru le nombre des combattants de la Révolution, depuis cette chasse acharnée à l'opinion.

Lors de la condamnation, nous n'avons pas protesté, et nous ne protestons pas aujourd'hui : il viendra bien le jour de la revanche.

Nous vous disons donc : En avant, toujours au cri de vive la Révolution des travailleurs !

Lausanne, avril 1883

*Le groupe d'initiative révolutionnaire de Marseille aux compagnons de la Lutte.*

Le groupe vous envoie ses sincères félicitations d'avoir repris la courageuse campagne des vaillants organes de *Droit social* et *l'Etendard révolutionnaire*.

Bien à vous mille fois, de montrer aux repus du jour, que, malgré les menaces de Fabreguette et les condamnations des Jacomet, il y a encore des hommes énergiques pour dévoiler à leur face bouffie les misères des travailleurs, et revendiquer leur droit à l'existence.

Le groupe vous serre cordialement la main en attendant le jour de la liquidation sociale.

A vous de cœur, en espérant chaque jour le bon et décisif combat.

*Vive l'Anarchie !*

Compagnons de la Lutte,

Au nom de la solidarité des groupes anarchistes, nous vous envoyons notre salut fraternel.

Etant en complète union de sentiments avec vous, nous vous crions bravo pour les rudes coups que depuis votre entrée en ligne de bataille, vous portez à la société odieuse qui opprime le prolétariat tout entier.

Honneur à votre vaillante phalange qui, continuant l'œuvre si bien commencée par vos devanciers du *Droit social* et de *l'Etendard révolutionnaire*, prouve à la bourgeoisie idiote et aveugle qu'il se trouvera toujours quelqu'un parmi nous pour prendre la place de ceux à qui elle impose momentanément silence.

Oui, compagnons, pas de trêve, pas de conciliation entre nous et cette bourgeoisie dont le cerveau atrophié ne peut plus concevoir l'idée de la justice et du bien. Lutte à outrance, par la plume et par la parole, jusqu'aux jours où tous nos frères du prolétariat européen et

universel, comprenant enfin leurs droits, seront décidés à les reprendre par la force, si ceux qui les en dépouillent depuis trop longtemps ne s'inclinent pas devant leurs revendications légitimes.

Non, plus de gouvernants et plus de gouvernés : « L'homme ne reconnaissant d'autres lois que celles de la nature, et remis en possession de tous ses droits primordiaux », tel est, en résumé, notre programme. Et lorsque le moment sera venu pour nous d'en réclamer l'exécution, malheur à qui s'y opposerait. Notre devoir serait alors d'être terribles et implacables.

A vous et à l'anarchie.

*Le groupe des Cœurs-de-Chêne.*

LA LIBRE ÉCOLE DE VAISE

En présence des dangers que court la République par les manifestes et les complots des prétendants, et les emprisonnements des républicains, nous avons fait appel à tous les travailleurs prêts à s'armer contre les coups d'Etat.

Le groupe a pour but : la transformation du système économique par la Révolution.

La terre existe pour le bien-être commun ; tous ont, en conséquence, un droit égal à la posséder. Elle est fécondée par l'activité des travailleurs qui produisant tout, manquent cependant du nécessaire et n'ont pour récompense de leurs utiles labeurs, ni sécurité pour le lendemain, ni garantie pour leurs vieux jours, grâce aux iniques lois faites par ceux qui possèdent tout contre ceux qui ne possèdent rien.

Devant cette monstruosité de l'exploitation de l'homme par l'homme, et devant la misère toujours croissante des travailleurs, nous devons faire tendre tous nos efforts vers la Révolution sociale.

LE GROUPE.

## SOUSCRIPTION

Ouverte dans le journal la Lutte pour les dévotés politiques.

Report des listes précédentes..	64 »
Oustria.....	0 25
Collecte faite à la réunion de l'Alcazar, le 15 courant, remis par le citoyen Morel.....	67 65
Remis par le citoyen Voire (liste 38).....	3 25
Collecte faite dans une réunion de la Jeune libre pensée sociale de Lyon.....	1 75
Total.....	136 90

## SOUSCRIPTION.

Pour soutenir le journal la Lutte,

Report des listes précédentes.....	12 75
D.....	10 »
Pourboire donné par un monsieur à particule qui ne se doutait guère que les anarchistes en profiteraient.....	0 50
Une petite marchande de journaux anarchiste.....	0 50
Un admirateur de Saint-Just qui disait qu'on ne peut régner innocemment.....	0 50
Baudry.....	0 45
Un reliquat.....	0 25
Un partisan du petit couteau.....	0 50
Total.....	25 45

Nous informons nos lecteurs, qu'il nous reste un certain nombre de collections complètes du *Droit Social* et de *l'Etendard révolutionnaire*.

Prix pour le *Droit social* : 3 fr la collection ; pour *l'Etendard révolutionnaire* 2 fr. S'adresser, pour les demandes, au compagnon GRAVÉ, 31, avenue des Gobelins, 31, à Paris.

Plusieurs citoyens, ex-dépositaires de *l'Etendard révolutionnaire* et du *Droit Social* nous écrivent, nous demandant ce qu'ils ont à faire pour les sommes qu'ils restent devoir.

Nous pouvons, aujourd'hui, leur dire que nos amis prisonniers nous autorisent à recueillir ces sommes, pour soutenir la Lutte.

Inutile d'ajouter que nous laissons aux dépositaires, seuls, le soin de solder leur compte, dont le chiffre sera publié.

On trouve la Lutte, à PARIS, chez les libraires suivants :

28, avenue des Gobelins, à l'angle du boulevard et de la rue Saint-Marcel.  
Beaudrillard, 13, rue Monge.  
Dervaux, 32, rue d'Angoulême.  
Frayet, 113, rue du Temple.  
Doloy, 198, avenue de Thozoy.  
Beaufils, rue Nationale.  
Buisson, 162, boulevard de la Gare.  
Geoffroy, 91, boulevard Arago.  
Chel, kiosque du boulevard Saint-Michel, 91, en face la rue Soufflot.  
Rue Mouffetard, 92.

Le Gérant : MOREL.

Lyon, Imprimerie Nouvelle (Association syndicale des Ouvriers typographes)